

**CONSULTATION PUBLIQUE ÉCRITE  
ÉLEVAGE PORCIN  
25 novembre au 14 décembre 2020**

### Contexte

Depuis la levée du moratoire sur la production porcine, les nouvelles installations d'élevage porcin doivent passer au travers d'un processus de consultation publique préalable à la délivrance du permis de construction. Ce processus est applicable par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Outre le fait qu'il vise à répondre plus efficacement au besoin d'information de la population, ce processus permet à celle-ci de faire valoir ses préoccupations et ainsi d'enrichir le processus décisionnel qui amènera le conseil municipal à assujettir ou non la délivrance du permis de construction au respect de certaines conditions. Ces conditions sont principalement destinées à atténuer les odeurs qu'occasionnera le projet d'élevage à l'étude, ce qui favorisera son insertion dans le milieu et contribuera à son acceptabilité sociale.

Un projet d'élevage porcin devra respecter trois conditions indispensables avant d'être soumis au processus de consultation publique à l'échelle municipale. En effet, un tel projet devra formellement avoir satisfait aux normes environnementales du Règlement sur les exploitations agricoles et avoir obtenu, lorsque requis, un certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte au changement climatique, ainsi qu'avoir été jugé conforme à la réglementation d'urbanisme de la municipalité.

Par conséquent, la consultation publique ne sera pas l'occasion de déterminer si on doit, ou non, autoriser le projet à l'étude ni celle d'en soupeser les impacts sur l'environnement, puisque les projets non conformes à la réglementation municipale applicable ou à la réglementation environnementale du Ministère auront préalablement été refusés.

De plus, une fois ces trois exigences remplies, et lorsque le processus de consultation publique aura été complété, la municipalité devra formellement délivrer le permis de construction demandé sous réserve du respect de certaines conditions prescrites par le

conseil municipal, si exigé. Les cinq conditions pouvant être demandées au demandeur sont les suivantes :

#### 1. Le recouvrement de la structure d'entreposage

Le conseil peut exiger « que soit couvert en tout temps tout ouvrage de stockage de lisier de manière à diminuer substantiellement les odeurs inhérentes à ce stockage » Le choix de la technique à utiliser est laissé au demandeur du permis à la condition que celle-ci contribue à diminuer substantiellement les odeurs émanant du lisier contenu dans la structure de stockage. Afin de pouvoir procéder au pompage du lisier en vue de son épandage et selon la technique de recouvrement utilisée, il est possible que la structure de stockage ne soit pas entièrement recouverte pendant de courtes périodes. La réduction des odeurs est un des principaux avantages du recouvrement des fosses à lisier.

#### 2. L'incorporation du lisier au sol

Le conseil peut exiger « que l'épandage du lisier soit fait de manière à assurer, dans un délai maximal de 24 heures, l'incorporation du lisier au sol chaque fois qu'il est possible de le faire sans nuire aux cultures, même sur le territoire d'une autre municipalité intéressée » Le conseil n'a pas obligatoirement à préciser les circonstances, les types de cultures auxquels s'applique cette exigence ou encore le stade de croissance où l'incorporation doit être effectuée. Il appartient au titulaire du permis assujetti à cette condition de la respecter.

### 3. Des distances séparatrices différentes de celles qui sont exigibles en vertu de la réglementation applicable

Afin de favoriser une implantation optimale du bâtiment d'élevage sur la propriété du demandeur, le conseil de la municipalité peut préconiser des normes de distances séparatrices destinées à atténuer les odeurs qui diffèrent des normes exigibles en vertu de la réglementation applicable. Cette mesure permet d'implanter la nouvelle construction prévue à un endroit différent de celui que proposait initialement le demandeur du permis de construction. Au moment de prendre la décision, le conseil pourrait notamment invoquer des éléments tels la configuration du terrain ou la présence d'un boisé pour atténuer les impacts visuels du projet ou favoriser une dispersion des odeurs plus judicieuse, assurant ainsi une meilleure intégration du projet dans son environnement immédiat.

### 4. L'installation d'un écran brise-odeurs

Le conseil peut exiger « que soit installé, dans le délai prescrit par le conseil, un écran brise-odeurs de la nature qu'il détermine, destiné à diminuer substantiellement la dispersion des odeurs ». Plusieurs études nord-américaines ont démontré que les haies constituées de végétaux peuvent, à partir d'une certaine taille, réduire les odeurs en favorisant la dilution des gaz et l'interception des aérosols qui causent les odeurs. L'implantation d'une haie autour des bâtiments d'élevage doit répondre à divers critères pour être efficace. Le choix des végétaux, la localisation de la haie, la distance qui la sépare des bâtiments, les techniques de plantation et d'entretien sont les principaux éléments qu'il faut prendre en considération pour s'assurer, dans un délai raisonnable, d'une réduction des odeurs.

## 5. Les équipements destinés à économiser l'eau

Enfin, le conseil peut exiger « que les ouvrages ou bâtiments soient munis d'équipements destinés à favoriser l'économie de l'eau ». Un tel équipement peut être approprié lorsqu'il est prévu que le projet d'élevage sera approvisionné en eau à même le réseau d'aqueduc municipal, mais il peut également s'avérer pertinent dans une optique de préservation de la nappe phréatique ou pour éviter qu'une demande importante émanant du projet d'élevage n'affecte les puits voisins.

### Réglementation

Pour commencer, le projet est situé sur le lot 4 775 948, lot situé en bordure de la route 133, à une distance d'environ 3.8 km au nord-ouest du village. Le milieu environnant est à prédominance agricole, mais l'on retrouve tout de même quelques habitations en bordure de la route 133, ainsi qu'aux abords du rang Saint-Louis situé à l'ouest du projet.

Le projet est en zone agricole décrété par le Gouvernement du Québec, et il est également situé dans une zone agricole au niveau de la réglementation d'urbanisme, plus précisément dans la zone 501, une zone où tous les types d'usages agricoles sont autorisés. La délimitation de la zone 501 prend compte des zones tampons entourant le village. Elles ont pour but spécifique de protéger le village des odeurs générées par certains types d'élevage. Ces zones tampons tiennent aussi compte des vents dominants, c'est pourquoi la zone 522 s'étale sur une distance de 1000m par rapport au village, à l'ouest, alors qu'elle ne fait que 500m au nord.

En plus d'être dans une zone compatible avec l'usage, la municipalité a étudié le projet quant aux Distances séparatrices aux installations d'élevage. Ces distances séparatrices existent dans le but de déterminer les distances minimales requises entre une installation d'élevage et les bâtiments voisins, résidentiels ou commerciaux, ainsi qu'avec les milieux urbains. C'est un calcul précis englobant divers paramètres, dont le nombre d'animaux, leur espèce, le type de fumier ainsi que des facteurs d'atténuation basés sur le type de bâtiment d'élevage ainsi que la mécanique ou la technologie pouvant être utilisées pour réduire les odeurs lorsque leur efficacité est éprouvée.

Bien entendu, la Municipalité regarde à ce que le bâtiment soit implanté correctement selon les marges exigées par rapport aux lignes de terrains, et aussi la construction en elle-même. Pour ce faire, il est exigé pour ce type de projet que le demandeur soumette des plans signés et scellés par un ingénieur et un architecte selon les champs de compétence de chaque profession.